Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 40 (2003)
Heft: 1567

Titelseiten

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 06.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Domaine Public
domainepublic.ch

Chasse aux coûts et course à la qualité

Quand on fait métier de conseiller les autres, on ne devrait pas avoir de peine à se gouverner soi-même. Et quand la crise ou les circonstances attisent le besoin d'assistance à la gestion, les consultants ne sauraient manquer de commandes ni de mandats. Vraisemblable, mais pas si simple.

L'explosion d'Enron, l'effondrement de Swissair, les multiples scandales de la bancassurance ont sérieusement entamé l'image des consultants, «auditeurs» et autres réviseurs, dont la responsabilité est apparue engagée dans nombre d'affaires. La compétence de certains cabinets a été ouvertement mise en cause, par des autorités de surveillance, des tribunaux, des commissions d'enquête parlementaires. Bataille d'experts aux prises avec des montagnes de documents à dépouiller, des journalistes-rechercheurs à l'affût, des témoignages à pondérer.

Comment l'arroseur arrosé se met-il au sec? Comment le donneur de conseils trouve-t-il une issue pour lui-même? La fédération de sociétés formant le groupe Andersen, coproducteur et victime du scandale d'Enron, montre la voie, celle du pragmatisme et du profil bas. Avec une modestie opportuniste, il se refait une santé pays par pays, marché par marché: changement de nom, conclusion d'alliances, réorganisation des sociétés nationales, séparation des activités selon le type d'intervention et non plus systématiquement selon la branche économique des mandants.

Toutes atteintes, fût-ce indirectement, par les scandales et insécurisées comme le monde des affaires où elles trouvent leur clientèle, les sociétés de conseil et d'audit ont dû faire un retour sur elles-mêmes. La pause-réflexion n'aura duré que le temps d'organiser une violente chasse aux coûts. Sachant par vocation qu'il est toujours plus sûr d'améliorer le rendement que d'augmenter le chiffre d'affaires, elles réévaluent leurs effectifs, font monter le niveau d'exigences, calculent sérieusement leurs devis (en particulier pour les marchés publics), exigent des mandats clairement formulés, renoncent à des expertises qui gonfleraient le volume de la production sans laisser le moindre excédent d'exploitation.

Ce faisant, les conseils s'appliquent à eux-mêmes les solutions qu'en temps normal ils préfèrent proposer à leurs clients. Avec un succès que ces derniers n'ont pas toujours la patience ni la possibilité d'attendre. Car les entreprises en difficulté sont comme toutes les personnes malades: impatientes de guérir et amatrices de traitements à effet immédiat, quel qu'en soit le prix.

Or les vrais problèmes, dits de gouvernance, qui se posent aujourd'hui, dans l'économie privée comme dans le secteur public, sont de ceux qui ne se laissent pas résoudre par la prise de mesures d'urgence ou l'invocation de néologismes magiques. Car ces problèmes concernent, fondamentalement, la qualité: celle des formations acquises, des décisions prises, des productions obtenues, des services rendus, des relations tissées. Celle en définitive des hommes et des femmes, à la barre ou sur le pont. YJ

Sommaire

Péréquation: Désenchevétrez-vous! (p. 2)

Fiscalité: Quand les libéraux renient leurs principes (p. 3)

Aménagement du territoire: Il ne faut pas se réjouir des déboires de Zurich (p. 4)

Homosexualité: Une santé si fragile (p. 5)

Assurance invalidité: Sur la touche (p. 6)

Migrations: Ce va et vient qui nous change (p. 7)

JAA 1002 Lausanne
Annoncer les rectifications d'adresses

11 juillet 2003
Domaine Public nº 1567
Depuis quarante ans,
un regard différent sur l'actualité